

PHILIPPE FORTABAT LABATUT

ФИЛИПП ФОРТАБАТ ЛАБАТЮ

فيليب فورتابت لاباتوت

发件人

Docteur en Droit - Docteur-ès-Lettres - Licencié en Anglais
Diplômé de l'Université de Cambridge et de l'Université de Salamanca

Ancien Auditeur à l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale - IHEDN
Ancien Elève de l'Ecole Nationale des Brigades des Douanes

Avocat à la Cour d'Appel de Paris - France

Abogado - Ilustre Colegio de Abogados de Gipuzkoa ee - San Sebastián - ESPANA

En Collaboration avec Fabrizio NUCERA GIAMPAOLO, Avocat, MADRID, TURIN et ROME 



STUDIO LEGALE

Avv. Fabrizio Nucera Giampaolo

International affairs and legal advisor

Via XXI aprile 15 – 00161 Roma

Corso Regina Margherita 171 - 10144 Torino

Tel. 06 21116982

Tel +39 393.0112016 +39 342.1710100

studiogiampaolonucera@gmail.com – info@fgnconsulting.eu

Pec: fabrizionucera@ordineavvocatiroma.org

Sa Majesté Abdullah Shah Yang di-Pertuan Agong
Roi de Malaisie

Paris, le 30 mai 2021

جلالة الملك
Majesté,

بشر فني أن أتقدم اليكم في هذه الرسالة

« Audaces fortunat juvat », avec beaucoup d'audace je prends le risque d'importuner Votre Majesté qui a eu la bonté d'accueillir sur son sol M. Daillet. Pourquoi ? Parce que « Non Possumus ». Nous ne pouvons plus supporter que la république dite française, qui se veut fille aînée des droits de l'homme, viole tant la Déclaration des droits de l'homme de 1789 (du Roi de France Louis XVI, tué par la république), et les Traités Internationaux de protection des droits de l'homme, Convention européenne des droits de l'homme ou les Textes protecteurs de l'ONU, avec lesquels nous sommes en contact. Mon client est un dissident. Un opposant politique. Contre lequel la république dite française a lancé un mandat d'arrêt international totalement illégal sur le fond et sur la forme.

ABOGADO ee – ESPANA
DONIBANE - SAN SEBASTIAN
GIPUZKOA – GUIPUZCOA - ESPANA
TEL : 00 34 (0) 690 12 43 00
FAX : 00 34 (0) 911 31 18 18
E-Mail : fortabatlabatut@gmail.com

AVOCAT – FRANCE
6 VILLA BELLiard
75018 PARIS - FRANCE
TEL : 00 33 (0) 1 88 61 01 47
FAX : 00 33 (0) 1 53 01 33 43
E-Mail : fortabat-labatut@wanadoo.fr

Palais : E 411 - TVA : FR20399726074



Il est de mon devoir d'Avocat, d'Avocat international, et de Représentant des avocats qui sont autour de moi pour la défense de M. Daillet, de vous alerter. Sinon une nouvelle violation des droits de l'homme se fera comme dans une précédente extradition qu'heureusement avec mon Confrère russe de Saint Petersburg nous avons pu empêcher à la suite de nos protestations arguments et documents, faisant annuler là encore un mandat d'arrêt illégal et une demande d'extradition de la France à la Monarchie Espagnole.

La république dite française affirme haut et fort le principe de la présomption d'innocence mais ici, pour M. Daillet, nous n'avons pas communication de son dossier de demande d'extradition ni de la plainte qui a été faite contre lui. Où est le respect des droits de l'homme et du contradictoire ?

Lorsqu'on reproche une infraction à quelqu'un il faut savoir le contexte, l'élément moral ou intentionnel, savoir si la personne a voulu commettre une infraction, si en cas de légitime défense ou autre cas il y avait une obligation d'agir et M. Daillet n'a absolument pas commis d'infraction ce que nous démontrerons aisément lorsque il aura pu avoir connaissance de son dossier. L'élément légal est aussi très important, la Cour Suprême française (La cour de cassation) anéantit les décisions injustes sur deux fondements : le défaut de base légale et le défaut de motivation. Pour M. Daillet il n'est pas possible d'avoir légalement une décision de poursuite d'extradition ou de condamnation parce qu'il ne peut y avoir que des défauts de motivation ou un simulacre de motivation dans les demandes à son encontre. M. Daillet est en vérité objet d'arrestation et demande d'extradition parce qu'il dénonce les méfaits les violations gravissimes des droits de l'homme par la république française.

Cette affaire est dommageable car la véritable France, le Pays Réel, veut avoir de bons rapports avec la Malaisie, et a toujours eu essayé, la Monarchie française en tous les cas, d'avoir de bons rapports avec les Monarchies musulmanes de l'Empereur Charlemagne et les relations excellentes qu'il avait avec le Calife de Bagdad Haroun al Rachid à François Ier Roi de France et le Sultan. Mon grand-père René Labatut m'apprit beaucoup, lui qui était l'ami de Sa Majesté le Roi du Maroc qui lui offrit la plus prestigieuse décoration de la Monarchie le Ouissam Alaouite.

C'est dire le dommage que fait cette demande illégale de la république dite française contre M. Daillet. Totalement illégal ? Pourquoi parce qu'il n'y a pas de base légale. Et c'est ce que dénonce M. Daillet.

On utilise contre lui des textes invalides, il dénonce qu'ils n'ont pas été promulgués légalement ni validement. L'article 1er du Code civil français dit explicitement que les lois doivent être promulguées par le Roi et ce n'est pas une petite réformette de 2004 non promulguée validement 2004 qui change quoi que ce soit : pas de Roi, pas de loi. Ce n'est pas du toute une plaisanterie puisque sur ma demande, un Député français a posé la question à l'Assemblée Nationale qui n'a pas su répondre ni juridiquement ni validement à ce point de droit essentiel. Au-delà de cet événement il faut noter que la loi n'est pas publiée dans 2 départements français comme nous en apportons la preuve et en raison du principe de l'unicité de la loi pénale on ne peut pas être poursuivi non plus dans d'autres départements, à fortiori à l'étranger. Au-delà de tout cela plusieurs Professeurs de droit des Universités françaises ont eu le courage d'écrire, ce sur quoi se fonde M. Daillet, que le gouvernement français n'est, malgré les apparences, qu'un gouvernement de fait et non pas de droit. Voilà donc un gouvernement de fait qui veut se faire livrer un opposant politique, sans doute le faire psychiatriser ; cela fait penser au meilleur moment des arrestations et psychiatrisations des dissidents soviétiques. Comble d'illégalité des mandats d'arrêt et mandat d'arrêt international contre M. Daillet: tout le monde le sait : la Cour européenne des droits de l'homme a eu le courage de dire que le procureur de la république française n'était pas une autorité judiciaire dans les arrêts MEDVEDEV et MOULIN. Comment peut-on lancer un mandat d'arrêt alors qu'on est pas une autorité judiciaire ?

Enfin quand on regarde l'ordonnance française du 22 décembre 1958 on y lit que les Membres du Parquet (Procureurs) sont sous l'autorité et la hiérarchie du Ministre, c'est-à-dire du pouvoir exécutif donc des politiques, et c'est un Procureur qui a lancé les mandats d'arrêt, mandat d'arrêt international et demande d'extradition contre le dissident.

ABOGADO ee – ESPANA
DONIBANE - SAN SEBASTIAN
GIPUZKOA – GUIPUZCOA - ESPANA
TEL : 00 34 (0) 690 12 43 00
FAX : 00 34 (0) 911 31 18 18
E-Mail : fortabatlabatut@gmail.com

AVOCAT – FRANCE
6 VILLA BELLiard
75018 PARIS - FRANCE
TEL : 00 33 (0) 1 88 61 01 47
FAX : 00 33 (0) 1 53 01 33 43
E-Mail : fortabat-labatut@wanadoo.fr

Palais : E 411 - TVA : FR20399726074



Petite voix dans le désert je clame haut et fort, Majesté, l'illégalité du mandat d'arrêt international contre le dissident M. Daillet, qui a eu l'audace de révéler les turpitudes du Gouvernement de fait « république française » illégal.

J'ai déjà des demandes de la presse juridique française pour cette affaire qui fera grand bruit dans le monde judiciaire français et international et dans l'Avenir car c'est la première fois qu'un dissident français qui dénonce Urbi et Orbi l'illégalité de la république française se voit arrêté par le REGIME DE PARIS, ce gouvernement de fait.

Ne pouvant faire que ce qui est fort soit juste, faisons, Majesté, que ce qui est juste soit fort et que votre main ne tremble pas et que la Voix de Sa Majesté proclame que les conditions du droit ne sont pas réunies et que Votre Monarchie ne livrera pas M. Daillet à la république française qui viole les lois comme je vous l'ai exposé et comme je suis prêt à venir vous le détailler comme je l'ai appris en droit à mes étudiants de la Faculté de l'Université de Toulouse où j'enseignais il y a quelques années.

Je me tiens à votre disposition, Majesté, pour exposer cela plus en détail, vous communiquant d'ores et déjà avec la présente Lettre ouverte les documents à l'appui de ce que j'indique.

ولكم مني جلالة الملك ، كل الاحترام والتقدير

----- \\ -----

Con grande audacia "Fortunat audaces juvat", corro il rischio di infastidire Vostra Maestà che è stata così gentile da accogliere il signor Daillet nella vostra terra. Perché ? Perché "No Possumus". Non possiamo più sopportare che la cosiddetta repubblica francese, che si proclama la primogenita dei diritti umani, violi la Dichiarazione dei diritti dell'uomo del 1789 (del re di Francia Luigi XVI, ucciso dalla repubblica), e l'Internazionale Trattati per la tutela dei diritti umani, la Convenzione europea dei diritti dell'uomo o i testi protettivi delle Nazioni Unite, con i quali siamo in contatto. Il mio cliente è un dissidente. Un avversario politico. Contro la quale la cosiddetta repubblica francese ha emesso un mandato di cattura internazionale del tutto illegale sia nella sostanza che nella forma.

È mio dovere come avvocato, avvocato internazionale e rappresentante degli avvocati che sono intorno a me nella difesa del signor Daillet, avvisarti. Altrimenti si farà una nuova violazione dei diritti umani come in una precedente estradizione che fortunatamente con il mio collega russo di San Pietroburgo siamo riusciti a prevenire in seguito alle nostre proteste, argomentazioni e documenti, annullando nuovamente un mandato di cattura illegale e una richiesta di estradizione dalla Francia alla monarchia spagnola.

La cosiddetta repubblica francese afferma forte e chiaro il principio della presunzione di innocenza ma qui, per il signor Daillet, non abbiamo comunicato il suo fascicolo di richiesta di estradizione né la denuncia che gli è stata avanzata. Dov'è il rispetto dei diritti umani e il contraddittorio?

ABOGADO ee – ESPANA
DONIBANE - SAN SEBASTIAN
GIPUZKOA – GUIPUZCOA - ESPANA
TEL : 00 34 (0) 690 12 43 00
FAX : 00 34 (0) 911 31 18 18
E-Mail : fortabatlabatut@gmail.com

AVOCAT – FRANCE
6 VILLA BELLiard
75018 PARIS - FRANCE
TEL : 00 33 (0) 1 88 61 01 47
FAX : 00 33 (0) 1 53 01 33 43
E-Mail : fortabat-labatut@wanadoo.fr

Palais : E 411 - TVA : FR20399726074



Quando incolpa qualcuno di un reato, devi conoscere il contesto, l'elemento morale o intenzionale, se la persona voleva commettere un reato, se in legittima difesa o in altri casi c'era l'obbligo di agire e il signor Daillet ha assolutamente non ha commesso un'infrazione che dimostreremo facilmente quando avrà potuto avere conoscenza del suo fascicolo. Anche l'elemento giuridico è molto importante, la Corte suprema francese (La cour de cassation) annulla le decisioni ingiuste per due motivi: la mancanza di una base giuridica e la mancanza di motivazione. Per il signor Daillet non è possibile avere legalmente una decisione di perseguire l'estradizione o una condanna perché possono esserci solo vizi nella motivazione o una finzione di motivazione nelle richieste contro di lui. Il signor Daillet è infatti oggetto di arresto e di richiesta di estradizione perché denuncia i misfatti e le gravi violazioni dei diritti umani da parte della Repubblica francese.

Questa vicenda è dannosa perché la vera Francia, il Real Paese, vuole avere buoni rapporti con la Malesia, e ha sempre cercato, la monarchia francese in ogni caso, di avere buoni rapporti con le monarchie musulmane dell'Imperatore Carlo Magno e gli ottimi rapporti aveva con il califfo di Baghdad Haroun al Rachid a Francesco I re di Francia e al sultano. Mi ha insegnato molto mio nonno René Labatut, amico di Sua Maestà il Re del Marocco che gli offrì la più prestigiosa decorazione della Monarchia, l'Ouissam Alaouite.

Vale a dire il danno causato da questa richiesta illegale della cosiddetta repubblica francese contro il signor Daillet. Totalmente illegale? Perché perché non c'è una base legale. Ed è questo che denuncia il signor Daillet.

Contro di lui vengono usati testi non validi, denuncia che non sono stati promulgati legalmente o validamente. L'articolo 1 del codice civile francese dice esplicitamente che le leggi devono essere promulgate dal Re e non è una piccola riforma del 2004 non validamente varata nel 2004 che cambia qualcosa: niente re, niente legge. Non è affatto uno scherzo poiché, su mia richiesta, un deputato francese ha posto l'interrogazione all'Assemblea nazionale che non poteva rispondere né legalmente né validamente a questo punto essenziale di diritto. Al di là di tale evenienza si precisa che la legge non è pubblicata in 2 dipartimenti francesi in quanto si forniscono prove e per il principio dell'unicità del diritto penale non si può essere perseguiti neanche in d' altri dipartimenti, soprattutto all'estero. Al di là di tutto ciò, diversi professori di diritto delle università francesi hanno avuto il coraggio di scrivere, su cui si basa il signor Daillet, che il governo francese è, nonostante le apparenze, solo un governo di fatto e non un diritto. Ecco allora un governo di fatto che vuole consegnare un avversario politico, senza dubbio farlo psichiatrizzare; fa pensare al momento migliore degli arresti e delle psichiatrizzazioni dei dissidenti sovietici. Altezza di illegalità dei mandati di cattura e mandato di cattura internazionale contro il signor Daillet: il gusto lo sa il mondo: la Corte europea dei diritti dell'uomo ha avuto il coraggio di affermare che il pubblico ministero della Repubblica francese non era un'autorità giudiziaria nel MEDVEDEV e le sentenze MOULIN. Come si può emettere un mandato di cattura quando non si è un'autorità giudiziaria?

ABOGADO ee – ESPANA
DONIBANE - SAN SEBASTIAN
GIPUZKOA – GUIPUZCOA - ESPANA
TEL : 00 34 (0) 690 12 43 00
FAX : 00 34 (0) 911 31 18 18
E-Mail : fortabatlabatut@gmail.com

AVOCAT – FRANCE
6 VILLA BELLARD
75018 PARIS - FRANCE
TEL : 00 33 (0) 1 88 61 01 47
FAX : 00 33 (0) 1 53 01 33 43
E-Mail : fortabat-labatut@wanadoo.fr

Palais : E 411 - TVA : FR20399726074



Infine, quando si guarda all'ordinanza francese del 22 dicembre 1958, si legge che i Membri della Procura della Repubblica (Procuratori) sono posti sotto l'autorità e la gerarchia del Ministro, cioè del potere esecutivo e quindi dei politici, e c'è un Pubblico Ministero che ha emesso i mandati di cattura, mandato di cattura internazionale e richiesta di estradizione nei confronti del dissidente

Piccola voce nel deserto Proclamo forte e chiaro, Maestà, l'illegalità del mandato d'arresto internazionale contro il dissidente signor Daillet, che ha avuto l'audacia di rivelare le turpitudini della Repubblica francese, è totalmente illegale.

Ho già richieste dalla stampa legale francese per questo caso che causerà scalpore nel mondo giuridico francese e internazionale e in futuro perché è la prima volta che un dissidente francese che denuncia Urbi et Orbi l'illegalità della Repubblica francese è fermato dal REGIME DI PARIGI, questo governo di fatto.

Non potendo far sì che ciò che era giusto sia forte, lascia che, Maestà, ciò che è giusto sia forte e che la tua mano non tremi e che la voce di Sua Maestà proclami che le condizioni del giusto non sono soddisfatte e che la tua monarchia non consegnerà M. Daillet alla Repubblica francese che viola le leggi come ti ho spiegato e perché sono pronto a venire a descriverti come ho insegnato la legge ai miei studenti all'Università di Tolosa dove insegnavo alcuni anni fa.

Sono a sua disposizione, Vostra Maestà, per spiegarlo più dettagliatamente, comunicandovi già con questa Lettera Aperta i documenti a sostegno di quanto indico.

ولكم مني جلالة الملك ، كل الاحترام والتقدير

PHILIPPE FORTABAT LABATUT
Avocat à la Cour de Paris



FABRIZIO NUCERA GIAMPAOLO
Avocat au Barreau de Rome
Avocat au Barreau de Turin
Avocat au Barreau de Madrid



ABOGADO ee – ESPANA
DONIBANE - SAN SEBASTIAN
GIPUZKOA – GUIPUZCOA - ESPANA
TEL : 00 34 (0) 690 12 43 00
FAX : 00 34 (0) 911 31 18 18
E-Mail : fortabatlabatut@gmail.com

AVOCAT – FRANCE
6 VILLA BELLiard
75018 PARIS - FRANCE
TEL : 00 33 (0) 1 88 61 01 47
FAX : 00 33 (0) 1 53 01 33 43
E-Mail : fortabat-labatut@wanadoo.fr

Palais : E 411 - TVA : FR20399726074

